



FICHE DE SYNTHÈSE

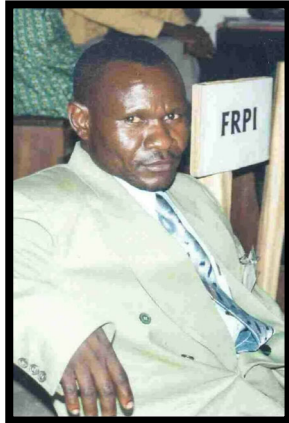
Situation en République démocratique du Congo

Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

7 février 2008



Mathieu NGUDJOLO CHUI



Nom : NGUDJOLO CHUI, Mathieu

Sexe : Masculin

Âge : Environ 37 ans

Lieu de naissance : Bunia, a grandi à Katonie, près de Bogoro

Nationalité : Congolais

Langues parlées : Lingala, français, swahili, kilendu

Famille : Marié, père de deux enfants.

Renseignements d'ordre général

1. 2002 – 2003

- Jusqu'en août 2002 : infirmier à Bunia ;
- Août 2002 : après la prise de Bunia par l'UPC (Union des Patriotes congolais), prend le commandement de miliciens lendu basés à Zumbe (groupement d'Ezekere) et aux alentours ;
- Mars/avril 2003 : compte parmi les trois plus hauts dirigeants de l'armée conjointe FNI-FRPI (Front des Nationalistes et Intégrationnistes - Force de Résistance patriotique en Ituri), après que le FNI et la FRPI se sont installés à Bunia ;
- 2003 : est connu comme le chef d'état-major de la FRPI.

2. 2003 – 2004

- 23 octobre 2003 : appréhendé à Bunia par un bataillon de la MONUC (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo) et remis aux autorités de la RDC à la suite d'accusations se rapportant au meurtre d'un membre d'un autre groupe politico-militaire ;
- Juin 2004 : accusé par le Tribunal de Grande Instance de Bunia, qui l'acquitte ; décision contre laquelle le procureur de Bunia a interjeté appel ;
- Décembre 2004 : libéré.

3. 2005

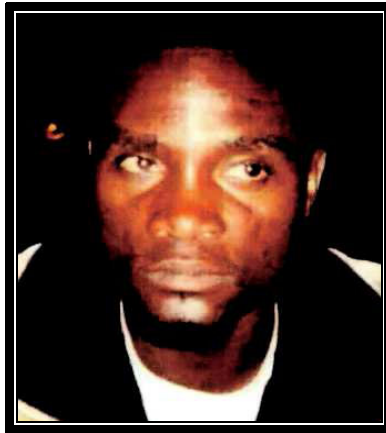
- Juin 2005 : membre fondateur présumé d'un autre groupe rebelle, le MRC (Mouvement révolutionnaire congolais) ;
- Septembre 2005 : mandat d'arrêt national à son encontre à propos de son rôle au sein du MRC ;
- Novembre 2005 : interdiction mondiale de voyager et gel de ses avoirs en application de la résolution 1596 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

4. 2006 - 2007

- Août 2006 : signe, en qualité de Président du MRC, un accord de paix avec le Gouvernement de la RDC et accepte, en application de l'accord conclu avec les autorités congolaises, de faire démobiliser ses soldats ;
- Décembre 2006 jusqu'à ce jour : nommé au poste de colonel des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo), en poste à Bunia ;
- Depuis le vendredi 2 novembre 2007 : à Kinshasa pour une formation destinée aux officiers supérieurs.



Germain KATANGA



Nom : KATANGA, Germain, alias
« Simba »

Sexe : Masculin

Âge : 29 ans (né le 28 avril 1978)

Lieu de naissance : Mambasa, Ituri

Nationalité : Congolais

Langues parlées : Swahili (Kingwana),
Lingala, français

Famille : Marié, père de deux enfants

armés de l'Ituri, à propos de l'attaque commise en Ituri contre des soldats chargés du maintien de la paix de la MONUC (Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo), le 25 février 2005, au cours de laquelle neuf casques bleus ont trouvé la mort ;

- Début mars 2005 : envoyé au Centre de Détention et Rééducation de Kinshasa (CDRK), où il est resté en détention jusqu'à sa remise à la CPI, le 18 octobre 2007.

Renseignements d'ordre général

1. 2003 – 2004

- Début 2003 : apparaît comme le principal commandant de la FRPI (Force de résistance patriotique en Ituri);
- Fin 2003 : prend le titre de Président de la FRPI ;
- 11 décembre 2004 : nommé au grade de général des FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) ;

2. 2004 – 2005

- Début mars 2005 : arrêté par les autorités de la RDC, en même temps que huit autres miliciens issus de divers groupes



FICHES D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Mathieu NGUDJOLO CHUI

RAPPEL DE FAITS

- Le 22 juin 2007, le Bureau du Procureur a présenté aux juges de la CPI, sous scellés, des éléments de preuve à l'encontre de Mathieu Ngudjolo Chui, ancien haut commandant du Front des Nationalistes et Intégrationnistes (FNI) et de la Force de Résistance patriotique en Ituri (FRPI) en République démocratique du Congo (RDC), sur lequel pèsent trois chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité et six pour crimes de guerre.
- La Chambre préliminaire I de la Cour a délivré un mandat d'arrêt sous scellés le 6 juillet 2007.
- Aujourd'hui, le 7 février 2008, Mathieu Ngudjolo a été remis à la Cour par les autorités de la RDC et transféré au centre de détention de la CPI à La Haye.
- Une audience de confirmation des charges sera inscrite au calendrier de la Chambre préliminaire I.
- Au début de 2003, M. Ngudjolo est apparu comme l'un des principaux commandants en chef d'un groupe qui a commencé à se faire appeler le FNI. Par la suite, il a été nommé parmi les trois plus hauts dirigeants des forces alliées du FNI et de la FRPI. Plus tard en 2003, il s'est fait appelé « chef d'état-major » de la FRPI. En décembre 2006, après qu'un accord de paix a été conclu avec les autorités de la RDC, il a été nommé au grade de colonel dans l'armée régulière, les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo).
- Après avoir reçu notification du mandat d'arrêt délivré par la CPI, les autorités de la RDC ont arrêté Mathieu Ngudjolo le 6 février 2008, l'ont fait comparaître devant un procureur national et l'ont transféré au centre de détention de la CPI à La Haye (Pays-Bas).
- M. Ngudjolo est la troisième personne que les autorités de la RDC remettent à la CPI.
- Il est la deuxième personne poursuivie dans le cadre de l'enquête que le Bureau du Procureur mène à propos de crimes qu'auraient commis les dirigeants des groupes armés du FNI et de la FRPI dans le district de l'Ituri. Alors que Germain Katanga a été transféré du centre de détention de Kinshasa, où il était déjà sous la garde des autorités de la RDC tout comme Thomas Lubanga Dyilo avant lui, Mathieu Ngudjolo Chui a lui été arrêté à Kinshasa sur la base du mandat d'arrêt de la CPI.
- Le premier suspect dans cette enquête, Germain Katanga, a été remis à la Cour le 18 octobre 2007 et doit répondre de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre en rapport avec l'attaque menée le 24 février 2003 contre la population civile du village de Bogoro.
- Le Bureau du Procureur accuse M. Ngudjolo d'avoir ordonné l'attaque contre le village de Bogoro, en association avec Germain Katanga, se rendant dès lors pénalement responsable des crimes perpétrés par les forces conjointes sous leur commandement.
- La première affaire de la Cour en RDC vise l'ancien dirigeant d'un autre groupe armé d'Ituri actif à la même époque : Thomas Lubanga Dyilo, chef de l'UPC-FPLC. M. Lubanga a été remis à la Cour en mars 2006 et officiellement accusé par le Procureur, en août 2006, des crimes de guerre d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de leur utilisation afin de les faire participer activement aux hostilités en Ituri.

- La Chambre préliminaire I de la Cour a confirmé les charges qui pesaient contre M. Lubanga le 29 janvier 2007. Il sera la première personne à être jugé par la CPI. Le procès de M. Lubanga devrait débiter le 31 mars 2008.

CONTEXTE

- La RDC est un État partie depuis qu'elle a ratifié le Statut de Rome le 11 avril 2002. La CPI est compétente en RDC depuis l'entrée en vigueur du Statut de Rome, le 1^{er} juillet 2002.
- Des organisations non gouvernementales, des organisations internationales et d'autres sources ont fait parvenir au Bureau du Procureur de nombreuses communications se rapportant à des crimes présumés.
- En septembre 2003, le Procureur a annoncé avoir fait du district de l'Ituri sa priorité en matière d'enquête.
- En mars 2004, le Gouvernement de la RDC a renvoyé la situation sur l'ensemble de son territoire au Procureur.
- En juin 2004, le Bureau du Procureur a ouvert son enquête à propos de crimes commis en RDC.
- Au terme de sa deuxième enquête relative à des crimes qui auraient été commis dans le district de l'Ituri depuis le 1^{er} juillet 2002, le Procureur a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que Mathieu Ngudjolo Chui était pénalement responsable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis en Ituri au début de 2003.
- La RDC est toujours en proie à la violence. Il est fait état du déplacement forcé de personnes, de violences sexuelles, de meurtres et de la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats.
- Entre janvier 2002 et décembre 2003, plus de 8 000 civils sont morts et plus d'un demi-million de personnes auraient dû quitter leur foyer en raison du conflit.

- Le Bureau du Procureur envisage d'ouvrir une troisième affaire dans la situation en RDC dans un avenir proche et examine diverses possibilités, y compris des allégations de violences sexuelles à grande échelle, de déplacements forcés et de meurtres dans les Kivu. Une autre possibilité serait de traiter le cas d'agents de l'État, de la RDC ou d'autres pays, qui auraient financé et organisé les milices. Ce ne sera pas la dernière enquête en RDC.

LES CRIMES

- Le Bureau du Procureur affirme que Mathieu Ngudjolo est responsable de meurtres, d'actes inhumains et d'esclavage sexuel commis au village de Bogoro, ce qui constitue des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, ainsi que de traitements cruels, également au village de Bogoro, ce qui constitue un crime de guerre. Les éléments de preuve de l'Accusation démontreront également que M. Ngudjolo a commis les crimes de guerre d'utilisation d'enfants afin de les faire participer activement à des hostilités, de lancement d'une attaque contre la population civile du village de Bogoro et de pillage de ce même village.
- Des civils auraient été les cibles de crimes à grande échelle dans le contexte du conflit qui opposait, dans le district de l'Ituri, en RDC, les forces alliées du FNI et de la FRPI de Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga à d'autres milices armées.
- Le Bureau du Procureur fait valoir que Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga ont ordonné une attaque contre la population civile du village de Bogoro le 24 février 2003 au matin et sont pénalement responsables des meurtres, des actes inhumains, des traitements cruels, de l'utilisation d'enfants dans des hostilités, de l'esclavage sexuel et du pillage dont se sont rendues coupables les forces alliées sous leur commandement.

- Le Procureur fait valoir que Mathieu Ngudjolo a ordonné aux combattants sous ses ordres, soit des centaines d'adultes et d'enfants en armes, « d'effacer » Bogoro, dans le but de reprendre et d'occuper le village, qui était à l'époque sous le contrôle de l'UPC (Union des Patriotes congolais). Des centaines de villageois ont trouvé la mort dans cette attaque et la population civile a été contrainte de fuir.



RAPPEL DES FAITS

- Le 22 juin 2007, le Bureau du Procureur a présenté aux juges de la CPI, sous scellés, des éléments de preuve à l'encontre de Germain Katanga, ancien haut commandant de la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI) en République démocratique du Congo (RDC), sur lequel pèsent trois chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité et six pour crimes de guerre.
- La Chambre préliminaire I a délivré un mandat d'arrêt le 2 juillet 2007.
- Le 18 octobre 2007, Germain Katanga a été remis à la Cour et transféré au centre de détention de la CPI à La Haye.
- Le 30 janvier, la Chambre préliminaire a reporté l'audience de confirmation des charges, dont le début était prévu à l'origine pour le 28 février 2008, à une date qui doit encore être fixée.
- Au début de 2003, M. Katanga est apparu comme le principal commandant d'un groupe qui a commencé à se faire appeler la FRPI. Plus tard en 2003, il a pris le titre de Président de la FRPI. Le 11 décembre 2004, il a été nommé au grade de général dans les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo).
- Il a été arrêté par les autorités de la RDC au début de mars 2005, en même temps que huit autres miliciens issus de divers groupes armés de l'Ituri, à propos de l'attaque commise en Ituri contre des soldats chargés du maintien de la paix de la MONUC, le 25 février 2005, au cours de laquelle neuf casques bleus ont trouvé la mort. Il a été envoyé au Centre de Détention et de Rééducation de Kinshasa (CPRK).
- La remise de M. Katanga à la Cour est intervenue dans le cadre de la deuxième enquête du Bureau du Procureur en RDC,

laquelle se rapporte à des crimes qui auraient été commis dans le district de l'Ituri. Il était la deuxième personne de la RDC à être placée en détention préventive à la CPI.

- La première affaire de la Cour en RDC vise l'ancien dirigeant d'un autre groupe armé d'Ituri actif à la même époque : Thomas Lubanga Dyilo, chef de l'UPC-FPLC. M. Lubanga a été remis à la Cour en mars 2006 et officiellement accusé par le Procureur, en août 2006, des crimes de guerre d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de leur utilisation afin de les faire participer activement aux hostilités en Ituri.
- La Chambre préliminaire I de la Cour a confirmé les charges qui pesaient contre M. Lubanga le 29 janvier 2007. Il sera la première personne à être jugée par la CPI. Le procès de M. Lubanga devrait débuter le 31 mars 2008.

CONTEXTE

- La RDC est un État partie depuis qu'elle a ratifié le Statut de Rome le 11 avril 2002. La CPI est compétente en RDC depuis l'entrée en vigueur du Statut de Rome, le 1^{er} juillet 2002.
- Des organisations non gouvernementales, des organisations internationales et d'autres sources ont fait parvenir au Bureau du Procureur de nombreuses communications se rapportant à des crimes présumés.
- En septembre 2003, le Procureur a annoncé avoir fait du district de l'Ituri sa priorité en matière d'enquête.
- En mars 2004, le Gouvernement de la RDC a renvoyé la situation sur l'ensemble de son territoire au Procureur.

- En juin 2004, le Bureau du Procureur a ouvert son enquête à propos de crimes commis en RDC.
- Au terme de sa deuxième enquête relative à des crimes qui auraient été commis dans le district de l'Ituri depuis le 1^{er} juillet 2002, le Procureur a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que Germain Katanga était pénalement responsable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis en Ituri au début de 2003.
- La RDC est toujours en proie à la violence. Il est fait état du déplacement forcé de personnes, de violences sexuelles, de meurtres et de la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats.
- Entre janvier 2002 et décembre 2003, plus de 8 000 civils sont morts et plus d'un demi-million de personnes auraient dû quitter leur foyer en raison du conflit.
- Le Bureau du Procureur envisage d'ouvrir une troisième affaire dans la situation en RDC dans un avenir proche et examine diverses possibilités, y compris des allégations de violences sexuelles à grande échelle, de déplacements forcés et de meurtres dans les Kivu. Une autre possibilité serait de traiter le cas d'agents de l'État, de la RDC ou d'autres pays, qui auraient financé et organisé les milices. Ce ne sera pas la dernière enquête en RDC.

LES CRIMES

- Le Bureau du Procureur affirme que Germain Katanga est responsable de meurtres, d'actes inhumains et d'esclavage sexuel commis au village de Bogoro, ce qui constitue des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, ainsi que de traitements cruels, également au village de Bogoro, ce qui constitue un crime de guerre. Les éléments de preuve de l'Accusation démontreront également que Germain Katanga a commis les crimes de guerre d'utilisation d'enfants afin de les faire

participer activement à des hostilités, de lancement d'une attaque contre la population civile du village de Bogoro et de pillage de ce même village.

- Des civils auraient été les cibles de crimes à grande échelle dans le contexte du conflit qui opposait, dans le district de l'Ituri, en RDC, les forces de la FRPI (Force de Résistance patriotique en Ituri) de Germain Katanga à d'autres milices armées.
- Germain Katanga aurait ordonné une attaque contre la population civile du village de Bogoro le 24 février 2003 au matin et est pénalement responsable des meurtres, des actes inhumains, des traitements cruels, de l'utilisation d'enfants dans des hostilités, de l'esclavage sexuel et du pillage dont se sont rendues coupables les forces sous son commandement.
- Le Procureur fait valoir que Mathieu Ngudjolo a ordonné aux combattants sous ses ordres, soit des centaines d'adultes et d'enfants en armes, « d'effacer » Bogoro, dans le but de reprendre et d'occuper le village, qui était à l'époque sous le contrôle de l'UPC (Union des Patriotes congolais). Des centaines de villageois ont trouvé la mort dans cette attaque et la population civile a été contrainte de fuir.



RÉSUMÉ DES AFFAIRES

Requête du Procureur pour la délivrance de Mandats d'Arrêt en application de l'Article 58

Contre Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga

I. La requête

En juin 2004, le Procureur a ouvert une enquête à propos des crimes commis en République démocratique du Congo, en s'attachant plus particulièrement à ceux commis dans la région de l'Ituri depuis le 1^{er} juillet 2002. La première affaire de la Cour concernait le chef d'un groupe armé de l'Ituri, Thomas Lubanga Dyilo. Il a été remis à la Cour en mars 2006 et officiellement accusé par le Procureur en août 2006¹. La deuxième affaire concernait les crimes commis en Ituri au début de 2003.

L'Accusation a conclu qu'il y a des motifs raisonnables de croire que Germain Katanga, ancien dirigeant de la Force de Résistance patriotique in Ituri (« FRPI ») et Mathieu Ngudjolo Chui, l'un des principaux dirigeants du Front des Nationalistes et Intégrationnistes (« FNI »), sont pénalement responsables d'avoir ordonné la commission de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre dans le village de Bogoro, dans le district de l'Ituri, au début de 2003.

L'Accusation a remis à la Chambre préliminaire I une requête en deux parties - les 22 et 25 juin 2007 respectivement - aux fins de délivrance de mandats d'arrêts (« la requête ») à l'encontre de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo, en application de l'article 58 du Statut de Rome.

Les crimes visés par la requête ont été perpétrés au cours d'une attaque menée le 24 février 2003 contre le village de Bogoro.

II. Portée de l'enquête

Depuis le début de l'enquête, l'Accusation a recueilli des déclarations et des éléments de preuve au cours de nombreuses missions menées dans plusieurs pays. Tout au long de l'enquête, le Procureur a examiné les faits à charge et à décharge, en faisant preuve d'indépendance et d'impartialité.

Pour cette requête, l'Accusation s'est avant tout appuyée sur : (i) des déclarations de témoins; (ii) des déclarations d'autres victimes; (iii) des déclarations de membres de groupes actifs en Ituri en 2002 et en 2003 y compris du FNI et de la FRPI ; (iv) des documents provenant de sources diverses, y compris la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (« MONUC »), les parquets civils et militaires de la RDC, des ONG nationales et internationales et des entités privées.

Tout au long de l'enquête, l'Accusation a eu à cœur la sécurité des victimes et des témoins et a mis en place des mesures de protection. L'Accusation et l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins du Greffe continueront de suivre et d'évaluer les risques que ceux-ci encourent.

¹ Thomas Lubanga Dyilo a été accusé des crimes d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de leur utilisation afin de les faire participer activement aux hostilités en Ituri.



III. Résumé des éléments de preuve et des renseignements fournis par la requête de l'Accusation

En application de l'article 58-2-d du Statut, l'Accusation a présenté dans sa requête un « résumé des éléments de preuve » qui donnent « des motifs raisonnables de croire » que Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo ont commis des crimes relevant de la compétence de la Cour, à savoir des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

a. Contexte : Le conflit armé en Ituri en 2002 et 2003

L'Ituri est un district de la Province orientale de la RDC encadré par l'Ouganda à l'est et le Soudan au nord. C'est une région de la RDC riche en ressources naturelles et le désir de contrôler ces ressources a favorisé le conflit dans la région, notamment avec la participation des forces armées de pays voisins comme l'Ouganda. L'Ituri compte une vingtaine de groupes ethniques, dont les plus importants sont les Alur, le Bira, le Hema et les Lendu et leur sous-tribu du sud, les Ngiti.

Les crimes visés par la requête ont été commis dans le cadre de l'attaque menée le 24 février 2003 contre le village de Bogoro. Celle-ci s'est déroulée dans le cadre d'un conflit armé opposant les groupes armés du FNI et de la FRPI, d'une part, à l'Union des Patriotes congolais (« UPC »), d'autre part, ainsi que d'autres groupes entre eux ou avec ceux-ci. Alors que ces premiers groupes étaient majoritairement composés de combattants lendu et ngiti, ce dernier comprenait dans une grande majorité des combattants hema.

Après que l'UPC a attaqué et pris la ville de Bunia, capitale du district de l'Ituri, au cours d'une bataille menée le 6 août 2002 qui a vu des civils non hema pris pour cibles et tués, les Lendu et les Ngiti ont commencé à s'organiser en groupe de résistance armée et à remettre en cause l'UPC.

L'attaque contre le village de Bogoro dirigée par MM. Katanga et Ngudjolo s'inscrivait dans le cadre d'un plan du FNI et de la FRPI de s'en prendre à des villages à majorité hema en Ituri, en prévision de la reprise de Bunia des mains de l'UPC. Le 6 mars 2003, l'alliance lendu et ngiti est parvenue à chasser l'UPC de Bunia avec l'aide des forces armées ougandaises.

Alors que Bogoro abritait un camp militaire de l'UPC à l'époque de l'attaque, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo ont ordonné aux combattants sous leurs ordres, soit des centaines d'adultes et d'enfants en armes, « d'effacer » Bogoro, dans le but de reprendre et d'occuper la ville. Des centaines de civils ont été massacrés au cours de l'attaque, leurs maisons pillées et détruites et des femmes et des jeunes filles ont été violées. Les survivants n'ont eu d'autre choix que de fuir.

b. Responsabilité personnelle de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo

MM. KATANGA et NGUDJOLO sont tous deux devenus des chefs militaires connus et haut placés dans l'intervalle qui a séparé deux événements majeurs du conflit en Ituri : la chute de la ville de Bunia aux mains de l'UPC le 9 août 2002 ou vers cette date et sa reprise par le FNI et la FRPI environ sept mois plus tard, le 6 mars 2003 ou vers cette date. Les deux groupes ont été formés dans l'intervalle qui a séparé les deux batailles de Bunia.

En février 2003, MM. Katanga et Ngudjolo ont planifié l'attaque contre Bogoro et ont combiné les combattants de la FRPI et du FNI afin de la mener à bien. L'Accusation soutient que cette attaque

et les crimes commis au cours de celle-ci ont eu lieu dans le contexte d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile, ce qui constitue, selon l'article 7-1, un crime contre l'humanité. En fait, les groupes armés connus par la suite sous leurs appellations FNI et FRPI sont responsables d'au moins 10 attaques perpétrées entre janvier 2001 et janvier 2004 au cours desquelles des civils ont été pris pour cibles et tués en grands nombres.

En septembre 2002, M. Katanga est apparu comme le dirigeant des combattants ngiti, tandis que peu de temps après, M. Ngudjolo est devenu le commandant des combattants lendu basés plus au nord, dans la région de Zombe. À l'époque de l'attaque contre Bogoro, ces deux dirigeants avaient l'autorité et le pouvoir de sélectionner les cibles des attaques, d'en planifier et d'en organiser la stratégie et de les ordonner, en association avec d'autres. L'attaque contre Bogoro, qui s'est bel et bien déroulée selon un plan organisé, constitue un exemple de l'autorité et du pouvoir que détenaient MM. Katanga et Ngudjolo.

Les deux groupes - la FRPI et le FNI - comptaient dans leurs rangs des enfants soldats de moins de 15 ans. MM. Katanga et Ngudjolo ont tous deux utilisé des enfants soldats de moins de 15 ans au cours de l'attaque contre Bogoro. De nombreux enfants dans les camps de la FRPI et du FNI, de toute évidence très jeunes, suivaient un entraînement militaire sous les ordres de MM. Katanga et Ngudjolo.

Le Procureur accuse ces deux chefs de milice d'avoir utilisé des enfants afin de les faire participer activement aux hostilités lors de l'attaque contre Bogoro, ce qui constitue un crime de guerre².

Le 24 février 2003, tôt le matin, Bogoro a été attaqué par des centaines de combattants de la FRPI et du FNI munis d'armes semi-automatiques et de grenades à tube ainsi que d'armes blanches. Les civils se sont réveillés au son des coups de feu et ont pris la fuite lorsqu'ils ont vu que des combattants armés – qu'ils ont identifiés à leurs traits et la langue qu'ils utilisaient comme étant des hommes, des femmes et des enfants lendu et ngiti – attaquaient le village tout entier. Les différents groupes de combattants du FNI et de la FRPI ont encerclé le village et convergé vers le centre en semant la mort et la destruction parmi la population civile prise pour cible.

Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo ont été accusés du crime de guerre³ consistant à mener une attaque contre la population civile. L'Accusation soutient en outre qu'ils se sont tous deux rendus coupables d'actes inhumains commis au village de Bogoro, soit des crimes contre l'humanité⁴. Il s'agit en l'occurrence d'avoir causé intentionnellement des atteintes graves à l'intégrité physique des habitants civils. À cela s'ajoutent des traitements cruels qui constituent des crimes de guerre⁵, à savoir le fait d'arrêter des civils, de les menacer d'une arme et de les détenir.

Des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui avaient fui vers une école située à l'intérieur de l'enceinte de l'UPC à Bogoro ont été massacrés par balle ou à coups de machette. Les soldats et les civils qui ont fui le camp ont été pourchassés et tués. Les assaillants ont tué par balle ou à coups de machette des civils chez eux et ont tué d'autres habitants en mettant le feu à leur maison.

² Articles 8-2-e-vii et 25-3-b du Statut de la CPI.

³ Articles 8-2-e-i et 25-3-b du Statut de la CPI.

⁴ Articles 7-1-k et 25-3-b du Statut de la CPI.

⁵ Articles 8-2-c-i et 25-3-b du Statut de la CPI.

L'Accusation affirme que plus de 200 civils ont été tués au cours de cette attaque et accuse MM. Katanga et Ngudjolo de meurtres au village de Bogoro, ce qui constitue des crimes contre l'humanité⁶ et des crimes de guerre⁷.

Une fois l'UPC vaincue, quelques heures après le début de l'attaque, MM. Katanga et Ngudjolo se sont rencontrés au centre de Bogoro afin de célébrer leur victoire, alors même que se poursuivait le pillage des maisons des civils. En conséquence, MM. Katanga et Ngudjolo doivent également répondre du chef de crime de guerre de pillage⁸.

Il était courant, dans les camps militaires de la FRPI et du FNI, de retenir par la force des femmes qui servaient d'esclaves sexuels pour les combattants. Le plus souvent, ces femmes avaient été enlevées pendant des attaques ou emmenées hors de villages ou de zones avoisinant les camps. Du fait de la haine qu'ils nourrissaient à l'égard des Hema, les combattants de la FRPI enlevaient en général des femmes ngiti ou s'étant présentées comme non hema à leurs ravisseurs. Les femmes qui étaient emprisonnées étaient violées à maintes reprises, tant par les soldats que par les commandants. Le sort réservé aux femmes capturées était bien connu.

Certaines femmes, qui avaient été capturées à Bogoro et épargnées parce qu'elles avaient caché leur appartenance ethnique, ont été conduites vers les camps du FNI et de la FRPI, après avoir été déshabillées ou violées au moment de leur capture. Une fois sur place, il arrivait qu'elles soient données comme « épouses » à leur ravisseur ou détenues à la prison du camp.

MM. Katanga et Ngudjolo ont tous deux été accusés de réduction en esclavage sexuel, ce qui constitue un crime contre l'humanité⁹ et un crime de guerre¹⁰.

Tant M. Katanga que M. Ngudjolo ont admis à plusieurs reprises avoir organisé l'attaque contre Bogoro, qu'ils ont parfois justifiée comme étant une opération militaire visant à briser les forces militaires de l'UPC.

⁶ Articles 7-1-a et 25-3-b du Statut de la CPI.

⁷ Articles 8-2-c-i et 25-3-b du Statut de la CPI.

⁸ Articles 8-2-e-v et 25-3-b du Statut de la CPI.

⁹ Articles 7-1-g et 25-3-b du Statut de la CPI.

¹⁰ Articles 8-2-e-vi et 25-3-b du Statut de la CPI.